

Israël/Diplomatie

Netanyahu en Afrique pour établir de nouvelles alliances

AFP

Jérusalem/Israël

Ouganda, Kenya, Ethiopie et Rwanda sont, en principe, les étapes de cette tournée sur le continent.

LE Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'apprête à entamer sa première tournée officielle en Afrique sub-saharienne, avec l'objectif de trouver de nouveaux alliés commerciaux et de marquer le 40e anniversaire de la mort de son frère dans une opération commando en Ouganda.

Cette tournée sera l'une des rares visites d'un chef de gouvernement israélien dans des pays d'Afrique sub-saharienne.

L'itinéraire officiel de son séjour n'a pas encore été divulgué, mais M. Netanyahu doit en principe se rendre en Ouganda, au Kenya, en Ethiopie et au Rwanda.

Il avait annoncé en février avoir accepté l'invitation de dirigeants africains à se rendre sur le continent autour du 40e anniversaire de l'opération menée le 4 juillet 1976 par des com-

mandos israéliens pour libérer les passagers d'un vol Tel-Aviv/Paris détourné à Entebbe et dans laquelle son frère avait péri.

"Cela fait partie d'un effort majeur de notre part pour revenir en Afrique par la grande porte", a déclaré dimanche M. Netanyahu en conseil des ministres, en référence à sa visite. Cette visite est "importante pour les entreprises israéliennes et pour Israël" ainsi que "pour les pays d'Afrique", a-t-il estimé.

Le cabinet a à cette occasion approuvé une proposition d'ouvrir des bureaux de l'Agence israélienne pour le développement international dans les quatre pays que le Premier ministre visitera. Cette agence partage avec les pays en voie de développement les technologies et le savoir-faire israéliens.

Selon le bureau de M. Netanyahu, une enveloppe de 13 milliards de dollars (7,6 milliards de francs) sera consacrée au "renforcement des relations économiques et de la coopération avec les pays Africains". Elle inclut notamment une formation dans les domaines



Photo : AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu : "Cela fait partie d'un effort majeur de notre part pour revenir en Afrique par la grande porte."

de la "sécurité nationale" et de la santé.

"VASTE POTENTIEL". "L'avantage comparatif d'Israël dans ces domaines a créé un grand intérêt pour les pays africains qui cherchent une formation auprès d'Israël", a ajouté le bureau du Premier ministre dans un communiqué. "Le continent africain constitue un vaste potentiel pour Israël".

Le potentiel d'expansion commerciale est considérable : l'Afrique ne représente que 2% du commerce extérieur israélien.

"L'Afrique, qui possède au-

jourd'hui l'un des plus forts taux de croissance au monde, renferme de nombreuses opportunités commerciales dans des domaines où l'expertise israélienne fait autorité, comme l'agriculture, les télécommunications, l'énergie renouvelable et les infrastructures", avait expliqué le directeur général adjoint pour les affaires africaines aux Affaires étrangères, Yoram Elron. Mais Israël cherche aussi à s'assurer le soutien des pays africains dans les institutions internationales, où il fait l'objet de vives critiques liées à l'occupation

des Territoires palestiniens ou à ses activités nucléaires.

Le conflit avec les Palestiniens a porté un coup dur aux relations avec de nombreux pays africains dans les années 1960 qui avaient pris leurs distances avec l'Etat hébreu.

Depuis le début des années 1980, "les Africains ont réalisé qu'ils avaient fait une erreur", estime Aryeh Oded, ancien diplomate israélien en Afrique. Ce voyage aura également une signification personnelle particulière pour M. Netanyahu, 40 ans après la mort de son frère Yonatan, qui commandait l'opération pour libérer les passagers et l'équipage du vol Tel-Aviv/Paris détourné par des Palestiniens et des Allemands.

En 2005, M. Netanyahu - qui n'était pas alors à la tête du gouvernement - s'était rendu en Ouganda et avait dévoilé une plaque à la mémoire de son frère. Il avait décrit cette opération comme "une expérience nationale dramatique". "Pour moi, évidemment, avec de lourdes conséquences personnelles".

Burkina Faso/Politique

L'opposition menace de boycotter la commission chargée de rédiger la Constitution

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

L'OPPOSITION burkinabè a menacé samedi de boycotter les travaux de la commission chargée de rédiger une nouvelle Constitution, afin de tourner définitivement la page de la IVe République identifiée à Blaise Compaoré, à la tête du pays durant 27 ans.

Exilé en Côte d'Ivoire voisine, le président Compaoré a été chassé fin octobre 2014 par une insurrection populaire, après avoir tenté en 2013 de faire modifier la Constitu-

tion pour se maintenir au pouvoir.

Concrètement, l'opposition réclame qu'au sein de la commission, les décisions soient prises à l'unanimité. "Nous contestons le décret du président du Faso mettant en place la Commission constitutionnelle" qui "viole en l'état tous les textes souscrits par notre pays au plan sous-régional et international", a déclaré samedi à l'AFP, Victorien Tougouma, président du Mouvement africain des peuples (MAP), un des porte-parole de l'opposition politique burkinabè.

"Le décret dit que les décisions de la Commission constitutionnelle se pren-

dront à la majorité relative alors que les textes de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) disent qu'en matière de révision constitutionnelle, les décisions doivent se prendre par consensus", a indiqué M. Tougouma, déplorant une "forfaiture".

"Si le consensus n'est pas requis dans la prise des décisions de la Commission, l'opposition part", a prévenu M. Tougouma, candidat malheureux à l'élection présidentielle de novembre, remportée au premier tour par Roch Marc Christian Kaboré.

Le gouvernement du Bur-

kina Faso a publié début juin une liste de 92 personnes chargées d'écrire une nouvelle Constitution pour faire passer ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest de la IVe à la Ve République.

Cette Commission dirigée par Me Halidou Ouédraogo, ancien président de l'Union interafricaine des droits de l'Homme (UIDH) et du Mouvement burkinabè des droits de l'Homme (MBDHP), dispose de "60 jours" pour déposer ses travaux qui doivent être adoptés par un référendum dont la date n'est pas encore connue.

Le président Kaboré s'est

engagé à écrire une nouvelle Constitution en vue du passage à la Ve République pour "tourner définitivement la page Compaoré, car l'actuelle Constitution a été écrite sous l'influence des tenants du pouvoir d'alors".

L'actuelle Constitution a été adoptée en juin 1991 sous M. Compaoré à la sortie de plus d'une décennie de régime d'exception, le pays étant confronté régulièrement à des coups d'Etat. Ancien officier, Blaise Compaoré était arrivé au pouvoir par un putsch en 1987.

Nigeria/Troubles

Les rebelles du delta du Niger revendiquent de nouveaux sabotages

AFP

Lagos/Nigeria

LES Vengeurs du delta du Niger (NDA) ont revendiqué hier cinq nouvelles attaques contre des infrastructures pétrolières et gazières dans l'Etat du Delta, dans le sud du Nigeria, d'où provient une grande partie de l'or noir du premier producteur d'Afrique.

Le groupe rebelle nigérian a annoncé sur son compte

Twitter avoir fait exploser vendredi l'oléoduc de la compagnie pétrolière nationale NNPC menant à la raffinerie de Warri, deux autres oléoducs appartenant à sa filiale NPDC samedi et, enfin, deux puits du groupe pétrolier américain Chevron dimanche. Un officier de sécurité s'exprimant sous couvert d'anonymat a confirmé les attaques d'hier contre les puits de Chevron. "D'après l'enquête préliminaire menée par nos agents sur le terrain, ils ont utilisé de la dynamite tout comme dans

les précédentes attaques", a-t-il précisé.

Un dirigeant local, Eric Omare, a quant à lui confirmé l'attaque de vendredi contre un pipeline, après avoir été contacté par des villageois qui ont entendu les explosions. Ces opérations de sabotage sont les dernières d'une longue série depuis le début de l'année revendiquées par les Vengeurs du Delta du Niger, qui, comme d'autres rebelles nigériens avant eux, réclament une meilleure redistribution des revenus pétroliers et

une plus grande autonomie politique.

La recrudescence des attaques contre les installations pétrolières a déjà fait chuter la production de brut à 1,6 million de barils par jour, bien en deçà des 2,2 millions prévus dans le budget 2016 du Nigeria. Des recettes dont le pays, au bord de la récession, a pourtant grandement besoin.

Le président nigérian Muhammadu Buhari a rencontré fin juin une délégation de militants et diffusé un communiqué

appelant à "reconstruire" la région.

La problématique n'est pas nouvelle dans cette zone du Nigeria. En 2009, au terme de plusieurs années de violences, le gouvernement nigérian a déjà négocié un programme d'amnistie avec les rebelles du delta du Niger.

Mais six ans plus tard, quand le président Buhari, fraîchement élu, a annoncé son intention de mettre fin à ce programme d'ici 2018, la contestation a repris.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences.** Encore une enquête sur des agressions sexuelles !

Les Nations unies ont ouvert une enquête sur deux nouveaux cas d'agressions sexuelles présumées de mineurs par des Casques bleus en Centrafrique, la région centrale de Kemo. Le porte-parole n'a pas précisé le nombre de Casques bleus soupçonnés de ces abus ni leur nationalité.

• **Egypte/Prisonniers.** Les dénonciations du Conseil national des droits de l'Homme

Le bilan des autorités égyptiennes en matière des droits de l'Homme ne s'est pas amélioré, a estimé hier un organe étatique, notant une série de disparitions forcées et des cas d'abus contre les prisonniers.

• **Libye/Conflit.** Deux morts dans un attentat à Benghazi

Un attentat à la voiture piégée qui a fait deux morts à Benghazi, la ville troublée de l'est de la Libye. Une attaque à laquelle a réussi à échapper de justesse un responsable de la sécurité travaillant pour le ministère de l'Intérieur du gouvernement non reconnu qui siège dans la région.

• **Mali/Jihadistes.** Deux morts dans une série d'attaques dans le nord

Deux personnes, dont un militaire, ont péri dans une série d'attaques menées dans plusieurs localités du nord du Mali, où les assaillants ont aussi incendié des camions de sous-traitants de l'Onu, selon des sources militaires et des élus locaux joints samedi par l'AFP.

• **Mauritanie/Arrestations.** Des militants anti-esclavagistes interpellés

Des militants anti-esclavagistes ont été arrêtés cette semaine en Mauritanie après des heurts dans un bidonville de Nouakchott entre manifestants en colère et policiers.

• **Ouganda/Accident.** Vingt morts sur une autoroute à l'extérieur de Kampala

Au moins vingt personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées hier dans une collision en chaîne sur une autoroute à l'extérieur de la capitale ougandaise Kampala.

• **Somalie/Conflit.** Deux morts près de la base de l'Amisom

Deux civils ont été tués et 18 autres blessés dans la nuit de vendredi à samedi par des obus de mortier tirés à proximité d'une base de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) par des hommes soupçonnés d'être des islamistes somaliens shebab.